

ELECTIONS LEGISLATIVES DES 18 ET 25 NOVEMBRE 1962

1re CIRCONSCRIPTION de MEURTHE-et-MOSELLE

Électrices, Électeurs,

Le vote que vous allez émettre est important.

Il fixera pour longtemps le destin de notre pays.

Nous avons, en 1958, voté une Constitution qui devait, dans la tradition démocratique, rajeunir nos institutions et les adapter aux nécessités du monde moderne.

Nous nous sommes associés loyalement à cette œuvre.

Hélas ! Avec la complicité d'une majorité docile, le Parlement n'a cessé de renier ses droits, de renoncer à ses prérogatives et, depuis quatre ans, le Pouvoir d'un seul homme assume en fait toutes les responsabilités.

Allez-vous aujourd'hui encore envoyer siéger à l'Assemblée le parti des « inconditionnels », courtisans serviles du Chef de l'Etat, demain du Dictateur ou du Monarque ?

Tandis que la République se dégrade, derrière le rideau de fumée des faux problèmes, des querelles constitutionnelles et des plébiscites passionnels, les vraies questions touchant à la vie même du Peuple français restent sans solution.

Les travailleurs de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, les fonctionnaires, les vieux, les anciens combattants... attendent toujours une remise en ordre des salaires, des prix, des marchés, en bref une organisation rationnelle de l'Economie nationale.

L'Enseignement public, à tous les degrés, traverse une crise dramatique, faute de crédits dispensés par milliards pour une « force de frappe » prétendument autonome, pour le petit jeu des « grandes manœuvres », pour des réceptions de prestige !

Les jeunes sont inquiets pour leur avenir ; beaucoup affronteront la vie dans des conditions difficiles, jetés trop tôt sur le marché du travail parce qu'ils n'auront pu recevoir l'instruction nécessaire, des dizaines de milliers d'entre eux s'étant vu fermer les portes des écoles, particulièrement dans l'Enseignement technique.

L'unification politique de l'Europe est au point mort, le général de Gaulle tenant à sa conception périmée de l'Europe des Patries.

La stabilité gouvernementale même est un leurre : plus de trente changements de ministres dont six pour l'Education Nationale.

Électrices, Électeurs,

Nous vous adjurons de prendre conscience des périls.

Ne faites plus confiance à ceux qui, depuis 1958, ont trahi toutes leurs promesses.

Aujourd'hui encore nous sollicitons vos suffrages pour **notre candidat : Jean KRÉHER.**

De souche lorraine, Jean KRÉHER n'est pas un inconnu puisqu'il était déjà présent au combat de 1958.

Par son travail, ce fils d'ouvrier est devenu l'un des spécialistes les plus écoutés en matière de législation industrielle et commerciale et, fidèle à ses origines, il met ses connaissances au service des travailleurs, des artisans, des petits commerçants.

Ancien combattant, il est entré dans la Résistance dès 1940, ce qui lui a valu d'être arrêté par la Gestapo et déporté à Buchenwald.

Jean KRÉHER, militant dévoué, assume de nombreuses tâches désintéressées : au service de ses camarades de Résistance et de Déportation, au service du Mouvement Européen, au service de la Paix et au service du Droit dans plusieurs organisations internationales.

Sa longue fidélité à son Idéal, son patriotisme, garantissent qu'il saura, sans défaillance, défendre

SON PROGRAMME

Son programme, c'est celui du Parti Socialiste S. F. I. O. qui veut :

— la restauration des **institutions républicaines,** dans l'équilibre des Pouvoirs, l'indépendance de la Justice et de l'Information, le respect des **Libertés ;**

— l'instauration d'un **gouvernement de législature** (car il ne peut être question de revenir à l'instabilité de naguère, instabilité d'ailleurs savamment entretenue par les Gaullistes d'alors, de Soustelle à Debré) ;

— le **renouveau de l'économie française** au profit de tous Français, les travailleurs, et non les banquiers, devant être les bénéficiaires des richesses qu'ils créent : amélioration du **pouvoir d'achat** et celle du régime des **retraites,** prolongation des **congés payés** (les trois semaines actuelles sont le fait des gouvernements socialistes de Léon Blum et Guy Mollet), **sécurité de l'emploi,** application de la **semaine de quarante heures** sans diminution de salaire et disparition totale des **abattements de zones,** amélioration du sort du **monde paysan,** protection efficace de la **famille ;**

— la suppression des **dépenses somptuaires** qu'impose la « politique de grandeur », mais par contre :

— **des crédits suffisants pour les besoins prioritaires :**

a) **L'Enseignement public,** seul enseignement national, qui exige un effort considérable pour la construction de locaux, le recrutement de maîtres et l'allocation de bourses aux étudiants (sa démocratisation est urgente et doit assurer aux jeunes l'égal accès aux études et à la Nation la pleine disposition de ses valeurs humaines) ;

b) **L'expansion économique et régionale** et la création d'activités industrielles décentralisées ;

c) L'amélioration du sort des **vieux** et des **anciens combattants ;**

d) La construction de **logements** à loyers modérés ;

— la réalisation de l'**Europe unie,** économiquement et politiquement, condition essentielle de progrès et facteur de paix dans le monde ;

— la réouverture de **négociations** pour un désarmement général, simultané et contrôlé, et la participation active de la France dans les **Organismes internationaux.**

Électrices, Électeurs,

Défendez votre Pays - Défendez vos Libertés - Défendez votre Vie

Votez pour **Jean KRÉHER**

Docteur en Droit - Avocat
Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 39-45 - Médaille de la Résistance
Ancien Déporté Résistant à Buchenwald
Ancien Membre de la Délégation Française aux Nations Unies

et son remplaçant éventuel :

Daniel DIDIER

Professeur
Adjoint au Maire de Pont-à-Mousson
Chevalier dans l'Ordre des Palmes Académiques

Vu : le Candidat.

Imp. HUMBLOT, Nancy, - 11-62